

La Revue Canadienne publie un Album litté- raire et musical, paraissant tous les mois, par li- vraisons de 32 pages de matières littéraires et 4 pages de musique. Les douze livraisons de l'année contiennent matière de 10 volumes ordinaires.

ON S'ABONNE :

À Montréal, AUX BUREAUX No. 15, RUE ST. VINCENT.

À Québec, CHEZ M. F. X. JULIEN, MAISON DE LA CORPORATION.

La Revue Canadienne

DU MOND POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL, ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LETOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

Education.

Industrie

Progrès.

PARAISANT LES Mardi et Vendre

CONDITIONS D'ABONNEMENT. (Payable d'avance.)

Abonnement au Journal semi-hebdomadaire (sans le port)	2 \$
Abonnement à l'Album Mensuel, Littéraire et Musical, seul	1 \$
Aux deux publications réunies	3 \$
Tout instituteur s'abonne et payant l'abonnement, moitié prix quel-dessus	1 \$
PRIX DES ANNONCES.	
Six lignes et au-dessous, première insertion	25 cts
Deux lignes et au-dessous, première insertion	15 cts
Une ligne et au-dessous, première insertion	10 cts
Au-dessus par lignes	5 cts
Toutes insertions subséquentes, le quart ud prix (Affranchir les lettres.)	

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.—IRLANDE.

M. Mitchell le rédacteur de l'*United Irishman*, a été déclaré coupable de félonie par le jury de Dublin, le 26 mai au soir. Sa sentence est aujourd'hui connue; elle est sévère: quatorze ans de déportation au delà des mers.

La scène qui s'est passée au tribunal a été des plus tristes. La femme du condamné était auprès de lui; ses amis l'ont entourée et lui ont pressé les mains. John Mitchell s'est comporté avec un courage enthousiaste, et ses adieux ont été un défi. On craignait un mouvement dans la ville pour sa délivrance, mais il a été immédiatement émané et mis à bord d'un bateau à vapeur qui est aussitôt parti. Le prisonnier avait les pieds et les mains enchaînés; il a été provisoirement déposé à la prison criminelle de Spike Island, près de Cove, où les condamnés sont entapés à casser des pierres. M. Mitchell ne doit y faire qu'un court séjour; il sera ensuite transporté aux Bermudes. On avait espéré d'abord une commutation de peine, mais sur l'interpellation d'un représentant d'Irlande, sir George Grey a déclaré catégoriquement, en pleine chambre des communes, que les ordres avaient été donnés pour l'exécution de la sentence. Des explications si vives ont eu lieu, à cette occasion, sur la manière dont le gouvernement entendait le jury en Irlande.

De reste, aucun des mouvements qu'on redoutait n'a eu lieu.

L'association du rappel s'est bornée à passer une résolution par laquelle elle déclare que la condamnation de M. Mitchell est un acte arbitraire, et qu'il est du devoir de l'Irlande d'adopter la famille de M. Mitchell, et de pourvoir à tous ses besoins tant que M. Mitchell restera en exil. Copie de cette résolution sera présentée à Mme. Mitchell, avec l'expression des sincères condoléances de l'association.

Une souscription a été immédiatement ouverte à Dublin dans l'intérêt du condamné, qui n'a aucune fortune. La publication de son journal sera continuée, grâce à l'intervention de quelques personnes riches du parti, et la rédaction en est confiée au vétéran père Keaton, ecclésiastique irlandais qui s'est déjà compromis pour l'exaltation de ses opinions.

Quelques démonstrations charitatives ont eu lieu à Londres, mais aucune n'a eu de résultats sérieux.

Les journaux anglais publient une partie des dépêches relatives au départ de M. Bulwer de Madrid. La plus importante est celle adressée par le ministre anglais à lord Palmerston, et dans laquelle il explique et cherche à justifier sa conduite.

M. Bulwer nous paraît, en effet, avoir justifié sa conduite devant son gouvernement; mais il laisse à son gouvernement tout à fait à justifier la sienne. Le ministre à Madrid n'a fait évidemment que suivre les instructions de son chef, et c'est celui-ci qui doit être responsable. Des explications seront nécessairement données par lord Palmerston dans le parlement anglais.

Le *Morning-Herald*, dans son numéro du 31 mai, se montre disposé à croire que sir H. Bulwer cabalait et conspirait à Madrid. Il était l'ami et le familier des adversaires du gouvernement espagnol. Salamanca s'est échappé plus d'une fois dans son hôtel. Serrano y a trouvé un refuge. Bergego, Escudera, Boschental et d'autres étaient constamment dans son hôtel de la rue d'Alcala. Il était l'ami des journalistes espagnols et évangéistes qui faisaient de l'opposition au gouvernement espagnol. De plus, le 26 mars, il a donné asile à une personne qui craignait d'être arrêtée. Il était en communication avec Portal, le chef des insurgés de Séville. Il distribuait de l'argent et faisait des largesses. Il a écrit enfin une certaine lettre par laquelle il s'est singulièrement compromis, et qui est entre les mains des ministres espagnols du comte de Mirasol, leur envoyé spécial.

Voici les détails que donne le *Journal des Débats* sur les travaux de la Commission de Constitution :

"Tout le monde assure qu'un excellent esprit anime les membres de la commission, et que tous, en apportant avec zèle et bonne foi le contingent de leurs lumières dans la discussion, montrent les sentiments les plus honorables d'union et de conciliation, bien rares chez des hommes politiques dont les opinions sont aussi diverses que celles de MM. Marrast, Dupin, Casimir, de Tocqueville, Coquerel, Vivien et Martin (de Strasbourg).

"La Commission de Constitution aurait, dit-on, pris, dans la séance d'hier soir, une résolution provisoire sur les deux points importants qui doivent dominer tout le projet de constitution. Elle aurait admis, sur la proposition de son président, une chambre unique et un président unique, qui serait nommé directement par le peuple tout entier. La Commission s'est divisée sur l'époque et la durée des élections du président et de la chambre. Quelques-uns de ses membres voudraient la fixer à trois ans, d'autres demanderaient que les élections n'eussent lieu que tous les quatre ans.

"La Commission n'aurait délibéré encore ni sur le principe de la formation d'un conseil d'État, ni sur le pouvoir judiciaire. On pense cependant qu'elle aura arrêté ses résolutions sur tous les autres points du projet de constitution dans quinze à vingt jours d'un travail continu. Elle s'occupera ensuite de la rédaction définitive de tous les articles. Ainsi, l'Assemblée pourrait être saisie du projet de constitution au plus tard vers la fin du mois prochain. Ce serait encore un résultat très prompt, car il n'est pas inutile de rappeler que l'élaboration de la constitution de 1791 a duré dix-huit mois environ.

ESPAGNE.

INSURRECTION A SEVILLE.—RENOI DE L'AMBASSADEUR ANGLAIS.

A peine le duc et la duchesse de Montpensier venaient-ils d'arriver à Séville, que des troubles y ont éclaté. Voici comment une correspondance du 14 mai rend compte de cette échauffourée survenue la veille au soir :

"A neuf heures et demie du soir, peu après l'arrivée au théâtre de S. A. R. l'Infante et de son auguste époux, un bataillon du régiment de Guadalupe, vers le quartier de cavalerie, situé hors la ville. Là, quelques cavaliers se réunirent au bataillon, et les rebelles, après avoir enfilé leurs officiers, retournèrent dans la ville et firent une attaque principale dans le quartier où se trouvait le chef politique. Après un quart d'heure de feu, les révoltés étaient repoussés, un grand nombre d'entre eux passant, comme il était arrivé à Madrid, dans les rangs des troupes fidèles, en assurant qu'on les avait trompés. Les insurgés, commandés par le chef de la sédition, Portal, commandant en second du corps et fils du général Oceano, sortirent alors de la ville et s'arrêtèrent à la barrière de Triana, d'où les troupes fidèles les délogèrent et les mirent bientôt en fuite. Du reste, pas un seul bourgeois ne s'est réuni aux rebelles, ce n'est qu'une insurrection militaire achetée à force d'or."

Ainsi repoussés, les insurgés ont pris la fuite vers la frontière du Portugal. Atteints à San Lucar la Mayor, qu'ils venaient de frapper d'une contribution forcée, ils ont essayé une dernière nouvelle et poursuivi précipitamment leur retraite. Des troupes ont été expédiées par mer afin de leur couper la route à Huelva.

Au bruit de la première fusillade engagée dans les rues de Séville, le duc de Montpensier s'était empressé de faire monter l'infante dans leur carrosse qui attendait à la porte du théâtre. Dans les rues la voiture s'est cassée, et force a été d'en trouver une autre au plus vite. L'infante et le duc de Montpensier ont passé la nuit à bord d'un bateau à vapeur dans la rade.

A la date du 16, la tranquillité était parfaite à Séville. Le chef politique avait été changé. On lui avait donné pour successeur le général Lazala. Il a été formé un bataillon d'employés. L'infante et le duc de Montpensier étaient toujours à bord d'un bateau à vapeur. On disait que les membres de l'*ayuntamiento* devaient prier l'infante de revenir habiter la ville. Serait-il d'autres bruits, le duc et la duchesse seraient partis pour Cadix.

Ce ne serait là après tout qu'un mouvement sans retentissement et sans importance, s'il n'était devenu l'occasion d'une résolution extrêmement grave de la part du gouvernement espagnol. A la suite de cette espèce de *pronunciamento* militaire, le ministère a cru avoir acquis jusqu'à l'évidence la certitude que M. Bulwer, l'ambassadeur anglais avait joué un rôle très actif de complicité dans cette affaire.

La preuve en aurait été fournie par la capture faite dans le grand bureau de poste de Madrid, de plusieurs lettres adressées par M. Bulwer à une dame que l'on savait avoir des relations fort suivies avec un des officiers placés à la tête du mouvement de Séville. Le gouvernement aurait en outre reçu l'avis qu'un agent de l'ambassade anglaise était parti de Madrid pour se rendre à Séville quelques jours avant l'événement du 13.

En conséquence, le 17, M. Bulwer a reçu du gouvernement espagnol ses passeports, avec une note écrite de la main du général Narvaez, dans laquelle sont très nettement exprimés les motifs de la mesure prise vis-à-vis du représentant de la Grande-Bretagne.

Dans cette note, M. Bulwer est accusé d'avoir aidé par des actes manifestes de complicité tous les mouvements insurrectionnels qui viennent de se produire coup sur coup à Madrid, et notamment la dernière sédition de Séville. La note se termine par cette déclaration, que vu l'état d'irritation où se trouve la population de Madrid vis-à-vis M. Bulwer, le Gouvernement espagnol ne croit plus pouvoir répondre de la sécurité de cet ambassadeur, dans le cas où il prolongerait son séjour à Madrid.

Mis ainsi en demeure de partir dans les 48 heures M. Bulwer a quitté Madrid dans la soirée du 18, emmenant avec lui tout le personnel de l'ambassade anglaise, à l'exception du premier attaché, M. Otway, qui reste avec la simple mission de signer des passeports, et du consul d'Angleterre uniquement chargé de la direction des affaires commerciales. On a retiré les armes de la façade extérieure de la légation pour les placer à l'intérieur de l'hôtel. M. Fairston, secrétaire intime de M. Bulwer est resté à Madrid, sans doute pour terminer les affaires particulières du ministre anglais.

Le gouvernement, craignant que le départ de M. Bulwer ne fut l'occasion de quelque tumulte avait pris, pour maintenir l'ordre, des précautions qui ont été inutiles. Une foule nombreuse s'encombrait la grande rue quand M. Bulwer est sorti, mais aucune démonstration n'a eu lieu. Bien que l'exaspération publique contre lui fut à son comble, et que des menaces eussent été

proferés.

Les journaux de Madrid du 19 s'occupent beaucoup de ce départ. Le gouvernement espagnol, dit le *Heraldo*, donnera au gouvernement anglais des explications qui prouveront non seulement à ce gouvernement, mais à l'Europe entière, la justice et l'urgence de la mesure qu'il vient de prendre. Cette famille, organe semi-officiel du gouvernement, assure en même temps que la mesure prise par le ministère n'aura pas les graves conséquences que certaines personnes redoutent.

En même temps que M. Bulwer recevait ses passeports, M. le comte de Mirasol recevait l'ordre de partir pour Londres le 14, pour y porter des explications verbales et compléter de vive voix les détails écrits qui se trouvent consignés dans la dernière dépêche du duc de Soto Mayor sur toute l'affaire de M. Bulwer.

Le 18, treize sergents du régiment compromis dans la dernière insurrection étaient *à cheval* pour être fusillés. La reine leur a fait grâce, et a commué leur peine en celle de la déportation.

Le secrétaire particulier d'Espartero, M. Gurca, et quatre habitants de Logrono, ont été arrêtés et envoyés à Bilbao.

La *Gazette de Madrid* annonce officiellement le rétablissement des relations diplomatiques entre la Prusse et l'Espagne, et la réception par le roi de Prusse de M. Zarco del Valle, ministre d'Espagne à Berlin.

AUTRICHE.

DEMONSTRATION A VIENNE.—DEPART DE L'EMPEREUR.

Une sorte de révolution, qui s'est terminée, cette fois encore, par des concessions importantes, a eu lieu, le 15 mai, à Vienne, M. de Pillersdorf, président du conseil et ministre de l'intérieur, ayant décrété la dissolution du comité central de la garde nationale, une vive effervescence se manifesta aussitôt parmi la population. Une foule d'habitants des faubourgs descendit dans la ville, et des placards furent affichés contre les réactionnaires, notamment contre l'impératrice-mère et la municipalité. Les étudiants firent des assemblées où furent prononcés les discours les plus violents; on assure même que des armes et des munitions avaient été secrètement distribués aux ouvriers.

Le soir, les rues de la ville, le château, les rues bourgeoises et d'étudiants. Les soldats avaient occupé le château, le glacis et les remparts. Les corporations académiques qui sont membre de la garde nationale avaient préparé une pétition. Une troupe armée les accompagna. Admises dans le château, elles présentèrent au conseil des ministres une pétition contenant les points suivants :

"Révocation de l'ordre qui dissout le comité politique de la garde nationale. Révocation de la loi électorale, et promulgation d'une nouvelle loi établissant une chambre ou du moins annonçant une autre composition de la première chambre, sans nomination par l'empereur, et avec exclusion des princes impériaux. Sortie des militaires de la ville; ils ne devront occuper les postes qu'avec la garde nationale, et ne rentrer que sur la demande du commandant."

Le même jour, le ministre de l'intérieur a fait afficher un avis portant que l'arrêté de dissolution du comité de la garde nationale était retiré, et que les deux autres points de la pétition étaient accordés.

Le projet de constitution du 25 avril 1848 sera soumis à la délibération des États, et les dispositions de la loi électorale qui ont donné lieu à des réclamations seront soumises à un nouvel examen. Comme par suite de ces concessions, la constitution ne sera faite que par les États, il n'y aura, pour la première fois, qu'une seule chambre, et aucun cens ne sera exigé pour les élections. Ce nouveau mode de procéder aura pour résultat de donner à l'Autriche une Constitution votée par une diète constituante, au lieu d'une simple Charte octroyée.

Mais cette révolution, si pacifiquement accomplie, s'est compliquée tout à coup d'un événement imprévu.

Le 17 au soir, vers six heures, l'empereur et l'impératrice sortirent dans un équipage attelé de quatre chevaux, pour la promenade, par la barrière de Mariabill. L'empereur remerciait sur son passage le peuple qui le saluait. On croyait généralement que S. M. se rendait à Schenbrunn. Une heure après, une voiture impériale de voyage vide, et à neuf heures, quatre équipages impériaux de voyage, attelés de six chevaux, suivirent. Des ce moment, on acquit la certitude que la famille impériale avait quitté Vienne. Le lendemain, de bonne heure, le ministre Pillersdorf, qui avait donné sa démission, mais qui avait conservé le pouvoir, pour se conformer au vœu du monarque et aux sollicitations pressantes de l'université, annonça par une affiche le départ de S. M., en déclarant qu'il n'avait été informé que verbalement de ce départ, auquel on ne s'attendait pas, même dans le château; que des raisons de santé avaient seules pu déterminer ce voyage, et qu'inspruck était le lieu de la future résidence de l'empereur. Le ministère ajoutait que, d'ailleurs, le comte

Hoyos, commandant en chef de la garde nationale, et le comte Wilezek, chef de la direction de comptabilité, avaient suivi en toute hâte l'empereur, pour le décider à revenir. On conçoit sans peine l'émotion produite par cet incident. Il a fait fuir la Banque nationale, parce qu'il se présentait trop de monde pour échanger des billets. Toutefois, on admit successivement le public, et on ne cessa pas de payer.

Une correspondance du 18 mai donne les détails suivants au sujet de cette espèce de fuite :

"C'est hier, à six heures, que S. M. est montée, à Schenbrunn, dans une voiture de voyage. L'archiduc François-Charles était parti dans l'après-midi avec sa famille. A neuf heures du soir, l'impératrice-mère est partie à pied, accompagnée d'une femme de chambre; Sa Majesté est montée dans un fiacre à la barrière de Mariabill, et n'a trouvé sa voiture de voyage qu'à Barkersdorf. De toute la famille impériale, l'archiduchesse Marianne, sœur de l'empereur, était seule restée. Cette princesse est malade; aujourd'hui on l'a transportée à Bade. Le plus grand secret avait été gardé sur l'empereur, même par les domestiques du château. Le général comte d'Auesperg a pris le commandement de la garnison et de la garde nationale. Celle-ci occupe le château; les barrières sont fermées."

La *Gazette de Cologne* dit qu'après le départ de l'empereur, il a été question d'établir un gouvernement provisoire dans la personne de l'archiduc Jean, connu par ses opinions libérales. Quelques jeunes gens auraient aussi parlé de proclamer la république; mais les bourgeois s'y seraient opposés, en menaçant de pendre ceux qui s'en aversaient.

Par une erreur de plume assez bizarre, c'est la *Gazette de Vienne* qui, dans sa partie non officielle, a donné à ce départ de la famille impériale son interprétation la plus alarmante, en le comparant à la fuite de Louis XVI à Varennes, et en ajoutant que "la dernière heure de la présence de Sa Majesté à Vienne pourrait bien être la première de la République." Le ministère s'est empressé de relever cette assertion, en déclarant qu'il n'y avait en réalité au fond de tout cela qu'un voyage de santé.

Pour notre part, nous serions assez de l'avis du *Constitutionnel*, qui voit dans ce départ une manœuvre imaginée par le ministère aux abois, l'assistance qu'il lui prête, et qui, le 15 mai, et les effrayer sur la portée que peuvent avoir les mouvements libéraux auxquels ils ont prêté les mains par deux fois.

ITALIE.

NOUVELLES DE LA GUERRE.—L'UNION ITALIENNE.—DU CÔTÉ DE L'ARMÉE PIÉMONTAISE.

Les nouvelles sont favorables à la cause italienne. Après avoir terminé les travaux devant Peschiera, les opérations du siège ont commencé le 18, en présence du roi Charles-Albert, et promettent d'être vigoureusement pressées. La garnison n'a du reste tenu jusqu'ici aucune démonstration et s'est bornée à répondre au feu des assiégés par une canonnade sans effet.

Le 13 mai, les positions de Cortasone et celles de Montanaro ont été vaillamment défendues par les troupes toscanes et napolitaines, sous les ordres du général d'Arco Ferrari. Elles avaient été attaquées par la garnison de Mantoue. Le combat a duré trois heures. Les Autrichiens, au nombre de 4000 hommes, ont été repoussés sous les murs de Mantoue; ils ont essayé des pertes considérables. Les troupes de Ferrari n'ont eu que 9 morts et 35 blessés.

Malheureusement, les choses ne vont pas aussi bien partout, et les provinces vénitienues se trouvent sérieusement menacées. Les lignes du Tagliamento et de la Piave sont à peu près au pouvoir de l'ennemi.

Le brave général Zucchi seul, enfermé avec trois mille hommes dans la forteresse de Palmara, après un long bombardement, est près de se rendre.

Le général Durando, à la tête des troupes pontificales et le général Ferrari, commandant des volontaires milansais, français, pontificaux, vénitienus, n'ont pu soutenir, avec des forces inférieures, l'attaque des Autrichiens au milieu d'un pays dont la population ne se défendait pas elle-même. Durando, qui s'était avancé jusqu'à Bassano, a été repoussé jusqu'à Piazzola, entre Trévise et Vicence, prêt à soutenir ainsi Ferrari, qui s'était retiré sur Trévise après un combat assez long, soutenu à Cornuda. Cependant les Autrichiens ont forcé, le 9, la ligne de la Piave, sur la route de Trévise, malgré la résistance de quelques canonniers, qui, devant un ennemi supérieur, ont été obligés de se retirer, après avoir euev leurs pièces. Le 12, les Autrichiens ont attaqué Trévise. Là, pendant un combat de dix heures, Ferrari a soutenu leurs efforts avec succès.

Des redoutes avaient été élevées en avant de la ville, près la porte de Saint-Thomas. Le feu des batteries habilement dirigé par les volontaires milansais, a mis le désordre dans les rangs autrichiens; trois sorties successives ont achevé de décourager les assaillants. Malgré cet avantage, Ferrari s'est cru hors d'état, à ce qu'il pa-

rait, de conserver la position de Trévise, il a concentré ses troupes, au nombre de 7,000 hommes, à Mestre, à quelques milles en avant de Venise. La même nuit, le général Antonini, qui commande à Venise, l'ordre de détacher 3,000 hommes pour protéger cette ville. Le général Antonini avait en même temps invité Durando à faire retraite sur Venise qu'on veut mettre à l'abri d'un coup de main.

Si ces dernières nouvelles sont exactes, le chemin est absolument libre devant le comte Nugent pour opérer à Venise sa jonction avec Radecki, à moins que les citoyens de Trieste et de Vicence n'opposent à son passage une résistance désespérée.

Par mer Venise, est toujours bloquée; mais l'Adriatique se couvre de vaisseaux amis. L'escadre napolitaine, mouillée à Ancone, a reçu l'ordre qu'elle attendait de se diriger immédiatement vers Venise pour faire lever le blocus et défendre le littoral. L'escadre piémontaise, composée de 3 frégates, d'une corvette, de 3 bricks de guerre et de deux vapeurs, vient aussi au secours de Venise.

Heureusement, le mouvement politique qui vient de s'opérer à Vienne jettera nécessairement quelque incertitude dans les conseils du cabinet de Vienne, et une plus grande division entre les États qui composent l'Empire d'Autriche; l'expédition de nouvelles armées au-delà des Alpes devient impossible. C'est une utile diversion pour l'Italie en péril.

Du reste, devant ce danger croissant, l'idée de l'union italienne fait chaque jour de nouveau progrès.

A Florence, on a publié le décret de réunion à la Toscane des États de Massa, Carrara, Lunigiana et Garfagnana.

Le gouvernement de Modène a proposé au peuple du duché l'union avec le Piémont, mais en mettant à cette réunion six conditions, dont deux sont relatives aux biens domaniaux et aux propriétés qui ont appartenu aux jésuites, et dont une autre a trait à l'établissement à Modène d'une école de génie. Le dévouement des votes pour ou contre la réunion, a dû avoir lieu le 25 mai.

De son côté, le gouvernement provisoire de Venise a fait passer au gouvernement provisoire de Milan une note, en date du 12 mai, dans laquelle il exprime le vœu qu'une assemblée soit nommée pour décider du sort futur de l'ancien duché de Mantoue, et qu'elle se réunisse à ce qui sera résolu par cette assemblée.

Enfin la Lombardie elle-même s'est décidée. Le gouvernement provisoire de Milan a rendu un décret pour ouvrir, dans toutes les paroisses des communes de la Lombardie, des registres destinés à recevoir le vote du peuple sur le projet de réunion avec le Piémont. Tout homme âgé de vingt ans pourra voter; ceux qui ne savent pas signer feront une croix, en présence du curé et de deux délégués nommés à cet effet.

Le scrutin a dû être fermé le 29 du mois de mai. L'armée a été admise à voter.

NAPLES.—La réaction a triomphé à Naples. Une insurrection a éclaté le 17 mai dans cette ville. Des barricades ont été faites dans les rues. Après six heures de combat, les troupes royales sont restées maîtresses de toutes les positions; elle ont eu 3 ou 400 hommes tués et blessés. Après le combat est venu le pillage. Douze français ont été arrêtés et remis à la disposition du commandant de l'escadre française qui est en rade. Beaucoup de Napolitains ont trouvé asile sur l'escadre, entre autres, seize membres de la chambre des députés. Un nouveau ministère a été formé sous la présidence du prince Carini. La garde nationale a été licenciée et la chambre des députés dissoute. Le ministère paraît entrer dans des mesures réactionnaires.

D'après les récits des journaux anglais, la ville aurait été livrée à l'armée en récompense de la victoire qu'elle venait de remporter.

Des excès épouvantables auraient été commis et nombre des magnifiques villas qui bordent le golfe auraient été réduites en cendres. S'il en a réellement été ainsi, Ferdinand pourrait payer ce sanglant triomphe, plus cher encore que ne lui a coûté le bombardement de Messine.

SICILE.—Une crise ministérielle a éclaté à Palerme. Une démonstration a été faite le 9 mai par une partie de la population contre le ministère, qui a cru devoir donner sa démission. Le président avait accepté cette démission; mais, ayant reçu de la garde nationale de Palerme, une adresse où celle-ci exprimait son profond regret de la retraite du ministère, il a invité les ministres démissionnaires à reprendre leurs portefeuilles. Seulement le 11 mai, le marquis Cerda a été appelé au ministère de l'intérieur, et le professeur Francisco Deluca, à celui de la justice.